

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article975>



Elie Domota : Wi, il faut déconstruire cette société coloniale !

- Dossier spécial LKP - Prises de parole du LKP -



Date de mise en ligne lundi 29 juin 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

[...]

Hier nous avons entendu Sarkozy... Et nous avons entendu nombre de guadeloupéens - car les personnes présentes dans la salle sont aussi des guadeloupéens, membres pour la plupart de l'UMP, du GUSR, du Parti socialiste - applaudir... Ils étaient contents : contents d'entendre Sarkozy mépriser les guadeloupéens ; contents d'entendre Sarkozy dénigrer les guadeloupéens... **Ils n'avaient oublié qu'une seule chose : qu'ils sont eux aussi des guadeloupéens.**

Padavwa, quand Sarkozy dit ne pas comprendre pourquoi les guadeloupéens ne communiquent pas entre eux, on les a vus applaudir à tout va. Mais que se passe-t-il en France : est-ce que les français se parlent entre-eux ? Aujourd'hui, les français qui subissent l'oppression, séquestrent leurs patrons, brûlent les préfectures, et déversent des tonnes de lait un peu partout. Et Sarkozy vient nous donner des leçons... Le même Sarkozy qui n'arrive pas à régler les problèmes de la France, et qui ne pourra en aucun cas régler les nôtres.

Nous avons aussi entendu Sarkozy dire qu'il a fait un deal avec Gillot et Lurel :

Ces derniers lui ont demandé un délai de 18 mois pour pondre leur projet de société ; ce qu'il a accepté. Et Lurel & Gillot pensent avoir ainsi joué un tour politique à Sarkozy. En réalité c'est ce dernier qui les a bernés.

Parce que tout simplement Sarkozy a déjà décidé de mettre en place l'Assemblée Unique - en Guadeloupe, Martinique, Guyane et France - et de fusionner le Conseil général et le Conseil régional. Cela, dans le cadre de l'article 73 ou 74. Avec à la solde, une vingtaine de conseillers en moins...

Voilà ce qui s'est passé hier. Et ils ne se sont même pas rendus compte qu'ils étaient dans l'incapacité de faire autre chose qu'acquiescer. Et dans les prochains mois ils devront se battre entre eux pour savoir lesquels parmi les 20 conseillers en trop seront éjectés. Et c'est à ce moment là que nous verrons le "*Tous pour la Guadeloupe*"...

Mais nous pouvons aussi dire que Sarkozy a confirmé que les décisions relatives aux états généraux sont déjà prises...

Ainsi lorsque l'avocat maître Marianne - en charge de l'atelier sur la nouvelle gouvernance - s'est exprimé, il a expliqué à Sarkozy qu'il hésitait entre les articles 73 et 74 et s'est interrogé sur le fait de savoir s'il ne fallait pas quelque chose de spécifique... Et Sarkozy de lui répondre : 73, 74, Assemblée Unique, Fusion du Département et de la Région... que tout cela était déjà décidé !

Tout est déjà décidé et la seule chose qu'il les a invités à faire, c'est d'aller discuter du degré d'autonomie... Donc camarades, ces états généraux sont une vaste blague : Tout le monde sait que l'on va mettre en place une troisième année de médecine en Guadeloupe et que le nouveau CHU servira de Pôle universitaire...

Tout ce qu'a dit Sarkozy hier - et il n'a pas dit grand chose - nous le savions déjà.

Ainsi lorsqu'il parle de négocier avec les états de la Caraïbe l'ouverture de leurs frontières et la levée de leurs barrières douanières en échange des demandes de visas, d'études universitaires ou de possibilités d'hospitalisations en Guadeloupe. Camarades, tout cela est déjà négocié et a pour nom « **Accords de Partenariat Economique** » entre l'Union Européenne et les pays de la Caraïbe... Sarkozy n'a rien inventé ! Cela vise tout simplement à faire de la Guadeloupe une espèce de plateforme de redistribution de toute la production de l'Union Européenne dans la Caraïbe.

Il nous a aussi dit qu'il nous fallait développer la production endogène...

Mais dans le même temps, ils agrandissent le port. Nous avons entendu dans le groupe de M. Janky - l'atelier sur les infrastructures - qu'ils proposaient la construction d'un port en eaux profondes dans le Nord Grande-Terre.

Camarades, s'agissant d'un port en eaux profondes, les travaux ont déjà débuté, mais à ... Jarry ! Ils agrandissent donc le port de Jarry pour en faire un port en eaux profondes ; parce qu'ils ont considéré que la construction d'un nouveau port [dans le Nord Grande-Terre, à Port Louis] coûterait trop. Cela est déjà décidé !

Des travaux d'extension pour quoi ?! Pour amener de plus gros bateaux et leur permettre de déverser 500 000 containers par an en Guadeloupe... Et le même nous parle de développer la production endogène... Camarades, les melons produits à Saint-François seront remplacés par d'autres, achetés moins chers au Maroc, en Tunisie... Et c'est cela que nous mangerons.. Mi sé sa la vérité ! Des bananes moins chères sortiront du Cameroun... et nous les achèterons au marché... Pour les ignames, c'est déjà le cas...

Et il assure vouloir développer la production en Guadeloupe : Tout cela n'est qu'une vaste blague !

Moso fè la s'est rendu en Guadeloupe parce qu'il a reçu de l'Europe l'ordre de régionaliser toutes les institutions.

Et le dernier état à ne pas l'avoir encore fait, c'est la France. Et cela veut dire quoi ?!

Cela veut dire que ce qui sera valable en matière de droit du travail en Guadeloupe, ne le sera pas en Martinique, ni en Guyane... ni même en France... Cela veut dire que si une entreprise sort des Etats-unis, eh bien l'on donnera à gillot et Lurel la capacité de négocier le droit du travail directement : de fixer la durée hebdomadaire du travail à 45 heures de travail, que le SMIC sera à 7 euros. Cela veut dire que derrière cette régionalisation, l'objectif est de casser les acquis sociaux, de casser le droit du travail, de casser les conventions collectives.

Et ils ont déjà commencé à le faire avec l'Accord BINO. Nous avons signé l'accord BINO avec les patrons et l'état est passé par derrière pour le casser. Tout simplement parce qu'ils ne veulent pas de l'instauration en Guadeloupe d'un SMIC à 1500 euro.

Mais camarades nous avons déjà réussi ! Nous avons déjà réussi à leur arracher pas mal de choses !

Nous avons gagné la baisse des prix de l'eau, le gel des loyers, 200 euro d'augmentation de salaires... Il nous faut bien comprendre qu'ils sont aujourd'hui bien empêtrés !... Et c'est pourquoi Sarkozy est venu nous menacer... Sarkozy a affirmé - et nous faisons appel à tous les militants pour qu'ils se préparent - qu'il entend réprimer férocement tous ceux qui ne sont pas d'accord avec sa politique, tous ceux qui ne sont pas d'accord à rentrer dans le cadre fixé par lui et tous ceux qui refusent de participer aux états généraux. Voilà ce qu'il nous a dit..

Et ça, nous devons le prendre au sérieux ! Cela veut dire quoi ?! Cela veut dire que les camarades, que les militants, que la jeunesse, que nous tous qui sommes présents aujourd'hui, devons nous préparer...

... Parce que la répression a déjà commencé !

Ils ont déjà commencé à convoquer des camarades devant leurs tribunaux ; ils ont déjà commencé à convoquer nos avocats devant les tribunaux ! Cela veut dire que dans les semaines et dans les mois à venir, nous devons être nombreux à manifester dans les rues pour dire Non à la répression ; et que nous ne baisserons pas les bras, que nous ne baisserons pas la tête face à eux !

Et cette répression s'exerce avec la complicité des Lurel et des Gillot et des autres : nous les avons vu - de gauche comme de droite - applaudir alors même que Sarkozy méprisait leur peuple !

Et ils font mine d'en être ressortis avec es réponses ! Ils mentent ! Sarkozy ne leur a donné aucune réponse ! Aucune réponse sur les revendications du mouvement social !

Tout ce que Sarkozy a dit est déjà inscrit dans le document STRACOM sorti en novembre 2008 ! Et aujourd'hui, Sarkozy leur a refilé le problème : puisque, leur a-t-il dit en substance, vous affirmez vouloir faire un projet, alors c'est à vous de résoudre les problèmes posés !

[...]

Sur la question de la formation...

Chaque année entre 1000 et 1500 jeunes sortent du système scolaire sans diplôme. Et que propose Sarkozy ? : De les expédier à l'armée ! Et ainsi, tous les jours à 6H00 du matin : panlanpan pan pan... [le jour de gloire est arrivé]... Voilà le modèle proposé aux jeunes guadeloupéens !

Et ils avancent le chiffre de 86% d'insertion... Ils mentent ! Il affirme que "86% ont une insertion"... Mais ils ne nous ont jamais dit ce qu'était "une insertion".

Et je sais de quoi je parle : au niveau des statistiques du travail, un "emploi durable", c'est un contrat d'une durée de 6 mois... On aurait pu croire qu'il s'agit d'un CDI, mais c'est tout emploi d'une durée minimale de 6 mois.

Donc une insertion, qu'il s'agisse d'une journée de travail, d'une journée de formation, ou d'une journée passée à distribuer des flyers au bord des routes, eh bien c'est une insertion... Et le problème est réglé : 86% d'insertion ! Voilà ce qu'ils tentent de nous faire admettre !

Cela veut dire que volontairement, pour permettre à une institution de l'état colonial français de fonctionner dans ce pays, ils font en sorte que 1000 à 1500 de nos enfants sortent de l'école sans aucune formation, sans aucun diplôme !

Depuis le 4 mars, ils ont signé une convention sur la formation et sur l'emploi des jeunes. Et qu'a dit Sarkozy hier ? : Que les premières décisions interviendront après la réunion interministérielle, en octobre 2009 !

Mais ce qu'il n'a pas dit, c'est que ce lundi 29 juin 2009, le préfet organise une réunion de la COPIRE pour dévoiler le plan d'urgences pour la formation des jeunes suivant ce qu'a dit Sarkozy en France en avril... Et qu'a-t-il dit Sarkozy ?! Contrats de professionnalisation, contrats aidés... Ils vont donc créer encore 4000 contrats aidés de plus en Guadeloupe !

Et dans le même temps, la députée Jeanny Marc organise des réunions sur l'insertion des jeunes...

Voilà donc leur réponse : RSMA & Contrats aidés ! Et ils nous invitent à venir aux états généraux, cette vaste fumisterie... Sarkozy est donc venu en Guadeloupe pour créer l'Assemblée unique et aussi pour consoler les Lurel et les Gillot...

Les reconforter pour leur assurer qu'ils sont les "élus" ! Il le leur aura maintes fois répété ! Qu'ils sont des élus et qu'il est venu pour "restaurer la légitimité républicaine" et que ceux qui ont des choses à dire n'ont qu'à aller aux élections ! De faire une liste si on a quelque chose à dire, mais en attendant de leur foutre la paix !

Et nous avons vu lors du Congrès des élus au Conseil général mercredi soir comment ils procédaient : en votant tout d'abord un projet sur l'avenir de ce pays entre eux deux et avec 10 de leurs amis ; puis en venant nous dire le lendemain : "*Nous sommes les représentants du peuple ; c'est donc le peuple qui a décidé !*"

Mieux encore, le surlendemain, ils présentaient la résolution à Sarkozy : Or le Congrès étant la réunion de deux assemblées - conseil général & conseil régional - il faut d'abord présenter ces résolutions à chacune des assemblées respectives.

Toujours mieux : C'est Gillot qui a organisé le Congrès ; c'est lui qui a tant insisté sur l'article 4 de la résolution du Congrès demandant un délai de 18 mois pour la réalisation d'un projet de société [1]... Et qui ramasse les marrons du feu... : Lurel. Et ce pauvre Gillot doit maintenant se dire qu'il a été roulé dans la farine.

Ils font donc leur petit deal entre eux. Et face à cela, le message de l'état est bien de leur dire : oui, vous pouvez continuer à faire vos petites combines...

[...]

Il nous faut bien comprendre aussi le message que Sarkozy nous a adressé hier. Et Lurel l'a aussi repris à son compte : Ne regardez pas dans le rétroviseur, cessez de parler de la domination colonialiste. En 2009, ces choses là n'existent plus...

Mais par contre il est d'accord pour dire qu'il y a une domination, qu'il existe des discriminations, que la France a trop longtemps fermé les yeux, que la France n'a jamais placé les nègres dans aucun poste à responsabilité... Il est aussi d'accord pour dire qu'il y a un certain nombre de monopoles et d'aberrations monopolistiques qui servent à dominer ce peuple... Il est d'accord pour affirmer toutes ces choses, mais à aucun moment il ne nous dit d'où cela vient, quelle est en est la cause !

Mais camarades, toute chose a une origine ! :

Si aujourd'hui il y a autant de chômage, autant de dominations, de monopoles, de pwofitasyon, c'est bien parce qu'il s'est passé quelque chose... Et ces situations sont la conséquence de la domination capitaliste et colonialiste existantes.

Wi, nous le disons et nous le répétons, la Guadeloupe est construite sur une domination de race et de classe : à la tête du pays on a les mêmes depuis 400 ans et en bas, les noirs et les indiens ! C'est la vérité ! Et nous le répétons !

Et quand il affirme qu'il ne faut pas combattre un racisme par un autre racisme : Non, nous ne sommes pas racistes, camarades ! Nous ne sommes pas racistes :

Qui ne nomme pas les Guadeloupéens dans les postes à responsabilité des administrations ? Yo...

Qui ne permet pas aux Guadeloupéens d'occuper des fonctions de cadres dans leurs entreprises ? Yo...

Et qui ne souhaite promouvoir que le sport comme unique voie de la réussite ? Yo...

Qui sont les véritables racistes ?!

Ainsi donc, parce qu'aujourd'hui nous dénonçons les pwofitasyon et revendiquons le droit d'avoir un emploi nous serions racistes ?! Non, nous ne le sommes pas ! Et jetons un regard sur l'histoire du monde :

Nous n'avons jamais encore été nous battre avec quiconque pour les dominer ! Nous n'avons jamais encore été voler les autres ! Nous nous sommes toujours battus pour l'égalité et ce n'est pas leur cas !

Yo, ils ont toujours envahi les autres peuples, pour y voler ce qu'ils possédaient... Et quand ces peuples se rebellent, on les voit toujours s'étonner et demander : Mais pourquoi ne nous aimez-vous pas ?!

Telle est la vérité camarades !

Sé Yo, Ce sont eux les racistes ! Sé Yo, ce sont eux qui nous méprisent ! Sé Yo, ce sont eux qui refusent de reconnaître mès é labitid annou, notre culture :

Parce que nous avons notre façon de vivre, ils nous traitent d'arriérés ; parce que nous avons notre façon de marcher, ils nous disent que nous sommes nonchalants, autrement dit des fainéants ; nous avons notre façon de parler, et ils nous disent que nous ne savons pas accueillir ; nous avons notre façon de manger, et ils nous traitent de malpropres !

En fin de compte si nou pa kon Yo nou pa moun ! [si nous différons d'eux nous sommes en dehors de l'humanité !] Nous devons leur signifier que nou sé moun ; kè yo sé moun, men kè nou sé moun osi ! [que nous aussi - tout comme eux - sommes des êtres humains à part entière !] Et qu'ils doivent nous respecter !

Nous l'avons bien vu : Sarkozy est venu, a prononcé son discours et quelques bwabwa [pantins] ont applaudi. Le voilà reparti et qu'y a-t-il de changé dans ce pays ? Rien... Et les guadeloupéens sont dans la rue... Un samedi matin, sous un soleil de plomb, nous étions au moins 5000 guadeloupéens à manifester dans les rues de Pointe à Pitre ! **Mi my'y mi...**

[...]

J'ai promis à un camarade de présenter son tee-shirt. Ce n'est pas nous [LKP] qui l'avons fait mais il est très beau...

A l'avant il y a écrit :

Gadé douvan [Regardons en face]

Kilti Tanbou sé tannou [La culture du tambour c'est la nôtre]

Tè la sé tannou [La terre c'est la nôtre]

Kréyol la Lang la Mès é labitid sé tannou [Le créole, la langue et les us et coutumes sont les nôtres]

Et derrière il a inscrit :

Padavwa fè dèyè Sé chenn a lesklavaj [Parce que reculer ce sont les chaînes de l'esclavage]

Fè dèyè sé réprésyon kolonyal [Reculer c'est la répression coloniale]

Fè dèyè sé lespwatasyon kapitalis é kolonyalis [Reculer c'est l'exploitation capitaliste et colonialiste]

Et c'est exactement cela qu'ils nous proposent : de reculer !

Parce que lorsque Lurel affirme qu'il ne faut pas regarder dans le rétroviseur, lorsque Sarkozy affirme qu'il ne faut plus parler de domination coloniale, car cela n'existe plus... C'est exactement ce qu'ils souhaitent : Ils souhaitent nous dire exactement ce qu'ils nous avaient déjà dit en 1848...

L'esclavage a été aboli, nous allons ensemble fonder une nouvelle société... Mais chacun redémarre avec ce qu'il a... En 1848 nous étions nus, et ils ont gardé tout ce qu'ils avaient et en plus on les indemnise en leur refilant du fric !

En 2009, ils nous redisent la même chose ! A savoir : Effectivement, il y a un certain nombre d'abominations, de mépris, de pwofitasyon qui se sont produits... Mais finissons-en et repartons tous - car nous sommes tous des guadeloupéens... Mais, chacun garde tout ce qu'il possède... Et donc aujourd'hui nous gardons un pantalon et une chemise ; et eux ils conservent tout ce qu'ils possèdent ! Ils veulent à nouveau nous couillonner en nous proposant de refaire la même chose qu'en 1848 ; participer à la même course... Nous sommes à pied, ils roulent en Formule 1 et ils nous proposent de nous engager dans la course...

Ils proposent donc de "refonder" la société, de recréer la société soit disant ; mais il n'y a ni respect, ni dignité, ni répartition des richesses... Nous ne devrions rien remettre en cause ; eux ne reconnaissent ni notre culture, ni leur passé esclavagiste ; il n'y a aucune réparation ; il n'y a rien... Cela revient à nous demander d'alimenter une nouvelle société capitaliste et colonialiste qui nous oppresse et nous écrase.

Et c'est cela que Lurel a proposé hier - en disant qu'il faut "refonder" - ; c'est aussi cela que Sarkozy a proposé...

Mais comment entendent-ils "refonder" si justement on ne **déconstruit** pas cette société là... Ils n'aiment pas l'entendre ce terme, mais Wi, il faut la **déconstruire**, cette société : Il faut éliminer toutes les discriminations existantes ; il faut abolir toutes les abominations qu'ils pratiquent à notre rencontre matin midi et soir !

Aujourd'hui, Sarkozy vient nous dire qu'effectivement ils n'ont pas nommé assez de Guadeloupéens à la tête des administrations... Et c'est seulement maintenant qu'il s'en rend compte ?!...

En réalité, durant toutes ces années, ils l'ont fait consciemment, sciemment. Parce qu'ils souhaitent que nos enfants pensent qu'ils sont des incapables ; ils veulent que nos enfants n'aient pour seuls modèles et seules

idoles que Yo [Eux] et non pas Nou [Nous] ! C'est cela qu'ils font et c'est cela qu'ils ont toujours fait !

Et aujourd'hui, il nomme Mme Penchard [comme sous secrétaire d'état à l'outre mer]. Mais que fera cette dernière ? Elle viendra nous demander de venir aux états généraux, de cesser de manifester ; que les patrons et nous sommes pareils ; faisons le consensus, et qu'ainsi nous construirons la Guadeloupe demain... Camarades, tout cela c'est du vent !!!

Mais par contre, s'agissant des menaces, de ces menaces proférées par Sarkozy à notre rencontre - avec les applaudissements vigoureux d'un certain nombre d'élus présents dans la foule - ... : Nous lui disons que nous l'avons entendu 5 sur 5...

Et nous appelons tous les militants des organisations - syndicales, associatives, politiques, culturelles - à se préparer... Il y a des convocations au tribunal dans les jours à venir : nous devons être nombreux à nous rendre au tribunal ! Il nous faut prendre toutes les dispositions qu'il faut pour leur signifier que nous avons bien entendu leur message et leurs menaces ! Préparons nous à manifester pendant les mois de juillet et d'août !

Préparons nous à participer à toutes manifestations qui se dérouleront de façon à bien leur faire comprendre que ce pays est le nôtre et pas le leur !

Ansanm nou ka lité ! Ansanm nou ké gannyé !

Ansanm nou ka lité, Ansanm nou ké gannyé !

Jou nou ké mété a jounou, Péké vwè jou !

Elie Domota,

Palais de la Mutualité, Pointe à Pitre

Samedi 27 juin 2009

[1] RESOLUTION DU CONGRES DES ELUS DEPARTEMENTAUX ET REGIONAUX

O B J E T : Projet guadeloupéen de société

Le Congrès des élus départementaux et régionaux, réuni le 24 JUIN 2009 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son Livre IX et ses articles L 5911-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Général n° 2009-10/1ère R du 17 Mars 2009 portant réunion des Elus Départementaux et Régionaux en congrès,

Vu l'arrêté n° : D 09/18/PCG du Président du Conseil Général convoquant le Congrès le 07 Mai 2009,

Vu le rapport introductif du Président du Congrès,

Considérant le contexte de crise économique mondiale exacerbée, dont l'impact au niveau national se fait durement ressentir à l'échelon local,

Considérant les revendications d'ordre économique, social, identitaire et plus largement sociétal, issues du mouvement social qui a traversé la Guadeloupe en début d'année,

Considérant la nécessité de doter la Guadeloupe d'outils et de moyens de tous ordres propres à permettre l'émergence de réponses adaptées au traitement des difficultés et dysfonctionnements affectant la cohésion sociale et territoriale de l'archipel,

Considérant l'aspiration réitérée du peuple guadeloupéen à être l'acteur premier de sa propre destinée,

Considérant l'impérieuse nécessité pour y parvenir, de déterminer démocratiquement les voies et moyens devant conduire à l'élaboration d'un projet guadeloupéen de société partagé,

PROPOSE

ARTICLE 1 / Les instances d'élaboration du projet de société

De mettre en place les instances suivantes, en vue de procéder à une large consultation de la population guadeloupéenne et faire émerger un projet guadeloupéen de société :

1°) Le comité guadeloupéen du projet, clé de voûte du dispositif comprend 60 membres désignés par leurs instances représentatives, ainsi répartis :

- ▶ 10 représentants de la société civile, (leaders d'opinion, média, université, églises, associations culturelles et philosophiques...)
- ▶ 10 représentants des partis politiques,
- ▶ 10 représentants des syndicats de salariés,
- ▶ 10 représentants des syndicats patronaux,
- ▶ 20 représentants du monde associatif dont :
 - ▶ 3 membres d'associations de jeunes et d'étudiants,
 - ▶ 3 membres d'associations sportives,
 - ▶ 3 membres d'associations culturelles,
 - ▶ 3 membres des associations de personnes âgées et handicapées
 - ▶ 2 membres d'associations de protection de l'environnement,
 - ▶ 2 membres d'associations de consommateurs,
 - ▶ 2 membres d'associations de parents d'élèves, ;
 - ▶ 2 membres d'associations de défense des familles,

2°) Le comité communal du projet, qui associe à ses travaux tous les citoyens et forces vives de la commune, est animé par 32 membres désignés par les différents collèges composant le comité guadeloupéen du projet, selon la répartition suivante :

- ▶ 5 représentants de la société civile, (leaders d'opinion, média, université, églises, associations culturelles et philosophiques ...)
- ▶ 5 représentants des partis politiques,
- ▶ 5 représentants des syndicats de salariés,
- ▶ 5 représentants des syndicats patronaux,
- ▶ 12 représentants du monde associatif dont :
 - ▶ 2 membres d'associations de jeunes,
 - ▶ 2 membres d'associations sportives,
 - ▶ 2 membres d'associations culturelles,
 - ▶ 2 membres d'associations de personnes âgées et handicapées,
 - ▶ 1 membre d'associations de protection de l'environnement,
 - ▶ 1 membre d'associations de consommateurs,
 - ▶ 1 membre d'associations de parents d'élèves, ;
 - ▶ 1 membre d'associations de défense des familles,

Ce comité met en place un bureau de cinq membres qui assure la permanence de son action.

3°) Le comité de territoire du projet, est pour sa part constitué de deux membres du bureau de chaque comité communal relevant de sa circonscription.

ARTICLE 2 / Les Etapes de la concertation

D'adopter, pour réaliser cette consultation, la méthode suivante :

Le comité guadeloupéen définit et valide les thématiques à traiter.

Chaque thématique ou pilier du projet est débattu au sein des comités communaux.

A l'issue de ces débats, chaque comité communal transmet ses synthèses au comité de territoire dont il relève, en sorte d'établir une cohérence en fonction des bassins de vie. Après validation, le comité guadeloupéen élabore une synthèse thématique globale.

Les synthèses thématiques globales sont ensuite communiquées au Congrès et deviennent alors des résolutions constitutives du projet guadeloupéen de société que les Conseils Régional et Général sont chargés après adoption, de transmettre au Gouvernement.

ARTICLE 3 / Le Calendrier

- ▶ Les instances prévues à l'article 1 sont installées par le président en exercice du Congrès avant la fin de l'année, dans les conditions suivantes :
 - ▶ Installation du comité guadeloupéen du projet d'ici fin septembre 2009,
 - ▶ Installation des comités communaux et des comités de territoire d'ici fin décembre 2009.

Afin de tenir compte de la période électorale liée au scrutin régional de mars 2010, un délai de 18 mois est préconisé pour la finalisation du projet de société à compter de ce jour.

ARTICLE 4 / Disposition transitoire

De demander à l'Etat de n'engager ni d'imposer de modification institutionnelle ou statutaire qui ne serait pas compatible avec le projet de société

Elie Domota : Wi, il faut déconstruire cette société coloniale !

élaboré par le peuple guadeloupéen dans ce délai de 18 mois.

LE PRESIDENT DU CONGRES DES ELUS
DEPARTEMENTAUX ET REGIONAUX
Président du Conseil Général
Jacques GILLOT